

L'HISTOIRE DE L'ÉDUCATION EN FRANCE :

*remarques sur la dynamique sociale d'un champ disciplinaire **

Pierre Caspard

Pour traiter des tendances actuelles de la recherche en histoire de l'éducation française, deux approches, au moins, sont possibles. La première consiste à prendre en compte l'apport scientifique des recherches, à partir de l'analyse des ouvrages les plus marquants ou les plus novateurs, par leur sujet, leur problématique ou leur méthodologie. Une telle approche a déjà été menée, soit globalement, soit par thème, dans plusieurs articles récents (1).

Une deuxième approche consiste à caractériser *l'ensemble* de la production historique du domaine, sans vouloir, a priori, attacher d'importance particulière à telle ou telle étude, en fonction de critères qualitatifs ou autres (2). Cette démarche présente, bien sûr, l'inconvénient de provoquer un applatissement des perspectives, puisqu'elle met toute la production historique sur le même plan. Mais elle permet aussi de mieux mesurer le dynamisme de la recherche, non seulement comme productrice de connaissances, mais également en tant que fait socio-culturel : dans ce domaine comme dans d'autres, la recherche historique remplit, en effet, des fonctions sociales qui sont d'ordre intellectuel et scientifique, mais aussi idéologique et pratique.

Sans négliger la première approche, c'est la seconde que nous privilégierons, car ce sont les conditions sociales de production d'histoire de l'éducation que nous voulons surtout tenter ici de cerner.

I/ L'intérêt social porté à l'histoire de l'éducation, hier et aujourd'hui.

Nous limiterons d'abord l'analyse à l'histoire de l'enseignement, notion plus restreinte, mais aussi plus facile à cerner que celle d'histoire de l'éducation. Si l'on considère (cf tableau I) le nombre des références consacrées à ce seul domaine, depuis trente ans, dans la *Bibliographie annuelle de l'histoire de France* (3), on s'aperçoit que, dans une production

* Texte d'une conférence prononcée aux VI Jornades d'història de l'educació als països catalans, à Lleida, le 8 mars 1984.

1) Voir la bibliographie, à la fin de l'article.

2) Avouons partager, jusqu'à un certain point, «l'enchantement» que déclare éprouver Ch. O. Carbonell pour les «petits historiens», auteurs de ces «histoires imparfaites» dont l'abondance et la diversité permet de saisir, mieux que dans la «grande» histoire, une *opinion*, un *sentiment collectif*. Cf «Pour une histoire de l'historiographie», *Storia della storiografia*, 1982, 1, pp. 7-25.

3) *Bibliographie annuelle de l'histoire de France*. Paris, CNRS, 1 volume annuel depuis 1953. Bibliographie établie sous la direction de C. Albert-Samuel.

historique qui a globalement peu augmenté, le nombre d'articles et d'ouvrages consacrés à l'histoire de l'enseignement a doublé jusqu'à la fin des années 1970, et même triplé en tenant compte des deux dernières années (4).

TABLEAU I : Évolution de la place de l'histoire de l'enseignement dans la *Bibliographie annuelle de l'histoire de France (1954-1982)*

PÉRIODE	I (a)	II (b)	%
1954 - 1961	(c)	(c)	env. 0,90 %
1962 - 1968	83	9 341	0,88 %
1969 - 1975	124	9 915	1,25 %
1976 - 1980	160	10 130	1,58 %
1981 - 1982	245	11 006	2,22 %

Notes :

- (a) Moyenne annuelle des références consacrées à l'histoire de l'enseignement *stricto sensu*.
- (b) Moyenne annuelle du total des références de la *B.A.H.F.*
- (c) Chiffres absolus non comparables à ceux des périodes suivantes.

4) Ce constat appellerait de nombreuses précisions techniques. Nous nous bornerons aux principales :

a) la production recensée dans la *BAHF* n'est pas homogène, tout au long de la période : au fil des ans, les notules de quelques pages s'estompent de la bibliographie. La longueur moyenne des références double, en 30 ans, passant d'environ 40 pages à 80 pages. Il faudrait donc pondérer sérieusement l'analyse du seul *nombre* des titres publiés. La même restriction vaudra, *infra*, pour leur typologie.

b) Les titres concernant l'histoire de l'éducation non scolaire n'ont pas été relevés. Or, c'est dans ce domaine que le progrès des recherches a été le plus marqué, comme le prouve l'analyse du cas, sans doute significatif, de la production publiée dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*. De 1954 à 1963, la *RHMC* a consacré 2 % de ses articles à l'histoire de l'enseignement ; de 1964 à 1973, ce chiffre s'est élevé à 4,8 % et, de 1974 à 1983, à 4,3 %, tandis que, durant cette dernière période, 2 % des articles étaient consacrés - phénomène entièrement nouveau - à l'histoire de l'éducation non scolaire. En trente ans, la progression totale a donc été nette (de 2 % à 6,3 %), l'histoire de l'éducation non scolaire y contribuant pour une bonne part, tout au moins depuis dix ans.

c) L'évolution de la production des toutes dernières années a été perturbée par la commémoration des lois scolaires de 1880-1882. Cet événement explique l'essentiel de la très forte hausse constatée en 1981-1982. On ne peut encore dire si cette hausse n'aura été que momentanée.

Il s'agit là d'une hausse considérable, qui a sans doute peu d'équivalents dans d'autres domaines de la recherche historique. Ce phénomène requiert une explication qui, remontant au delà des années 1950-1980, cherche à prendre en compte la dynamique de ce domaine de recherche dans une perspective de longue durée. Sans vouloir tenter ici une approche quantitative de cette dynamique, nous nous bornerons à un survol des différentes phases qu'elle a connues depuis les origines. Nous en distinguerons quatre :

1 . C'est dans la première moitié du XIXe siècle que l'histoire de l'enseignement échappe au genre traditionnel de la chronique institutionnelle et de la monographie d'établissement, et prend une nouvelle dimension, en se plaçant dans la mouvance de l'éducation comparée, qui apparaît à la même époque, particulièrement en Allemagne. L'acte de baptême français de la discipline est peut-être dressé par Barrau, qui apprend aux lecteurs du *Journal général de l'Instruction primaire*, en 1857, que vient de naître en Allemagne une discipline intitulée « Histoire de la *pédagogie* ou de la *pédagogique*, ce qui signifie en français *Histoire de l'éducation et de l'enseignement* ». (5)

En même temps qu'il la baptise, Barrau dénonce l'esprit que les Allemands ont insufflé à cette discipline : celui du nationalisme. « Confondant les progrès du protestantisme avec ceux de l'intelligence humaine », ils font des moindres de leurs pédagogues « des personnages historiques qui ont imprimé le mouvement à leur siècle ». En France même, le *Dictionnaire* de Buisson dénombre moins d'une centaine de titres publiés en histoire de l'enseignement de 1800 à 1870 : une fraction croissante d'entre eux s'inscrivent également dans la perspective de comparaison, donc d'émulation nationale, qui caractérise l'historiographie de l'époque. Dès son origine, l'histoire de l'enseignement se voit donc porteuse de puissants enjeux sociaux, puisqu'elle apporte sa pierre au nationalisme que chaque pays édifie alors pour son compte.

2 . Cette situation se prolonge dans les décennies suivantes, où l'éducation et l'histoire comparées restent vivaces - surtout après la défaite de 1871 - mais où, en France, les enjeux nationalistes se doublent alors d'enjeux de politique intérieure, qui donnent un vif essor à la discipline, particulièrement marqué entre 1870 et 1914. Dès les années 1870, il paraît près de 10 livres d'histoire de l'éducation par an (soit dix fois plus que durant la période précédente), qui représentent 15 % de l'ensemble des ouvrages d'éducation. Cette proportion montre à quel point l'histoire de l'éducation est partie prenante dans la lutte scolaire qui oppose laïcs et cléricaux. L'objet du débat est d'ailleurs bien connu : il oppose l'historiographie républicaine, qui accuse l'Ancien Régime et la Monarchie d'ignorantisme, aux monarchistes et aux cléricaux, qui exaltent, au contraire, leur œuvre d'enseignement, et vitupèrent le rôle de la Révolution dans ce domaine. Ceci entraîne deux conséquences. La première est que

5) Barrau : « De l'histoire de l'éducation et de l'enseignement » *Journal général de l'Instruction primaire*, 1857, 1, p. 5. Sur le contexte, voir P. Gerbod : « Les historiens de l'enseignement au XIXe siècle », *Histoire de l'éducation* (à paraître).

l'historiographie de l'une et l'autre tendances privilégie d'une façon presque exclusive, le rôle de l'État dans le développement de l'instruction. Au contraire de l'historiographie actuelle, elle étudie donc peu la demande scolaire, ne distinguant pas les multiples attentes sociales qui nourrissent cette demande.

La deuxième conséquence, fortement liée à la première, est que, parmi ceux qui ont marqué l'histoire de l'éducation à cette époque, figurent souvent des personnages dont la carrière s'est déroulée, au moins en partie, dans la haute administration de l'enseignement (directions du Ministère, rectorat, inspection générale...) : il suffirait de citer les noms de O. Gréard, F. Buisson, L. Liard, Maggiolo, G. Compayré... En même temps, les enseignants de base, instituteurs ou professeurs du secondaire, apportent une contribution massive à cette historiographie. Durant toute cette période, l'histoire de l'enseignement apparaît donc comme largement secrétée par l'institution scolaire elle-même, sa finalité sociale étant de contribuer à répondre aux questions que soulève la profonde rénovation que connaît alors l'enseignement, que ce soit dans son contenu, son organisation ou son contrôle idéologique et politique.

3 . De la Première Guerre mondiale aux années 1950, l'histoire de l'école connaît un déclin, qui a souvent été constaté. Avançons ici quelques explications.

Ainsi, cette période voit une atténuation du conflit entre laïcs et cléricaux, une guerre de tranchées succédant à la guerre de mouvement qui les opposait dans la période précédente. En même temps, le système éducatif connaît une relative stabilisation, dans ses structures, ses effectifs, ses contenus et ses fonctions sociales, autant de raisons qui rendent moins nécessaire la fonction d'argumentaire qui était précédemment dévolue à l'histoire de l'école. Une troisième raison, plus rarement évoquée, nous semble contribuer à expliquer ce déclin : c'est le déplacement de l'intérêt social global pour les phénomènes éducatifs. Cet intérêt se porte désormais, d'une façon significative, vers les formes extra-scolaires d'éducation : éducation familiale, mouvements de jeunesse, action catholique, organisation du sport, des loisirs et des vacances des jeunes, etc. On verra un témoignage de ce déplacement dans le fait suivant : vers 1880, 10 % environ des revues pédagogiques qui se créent en France concernent spécifiquement l'éducation extra-scolaire ; ce chiffre monte à 30 % vers 1930. Or, contrairement à ce qui s'était passé lors de la période précédente, cet intérêt ne s'accompagne pas d'un développement d'études historiques, puisque les formes d'éducation que l'on met en place sont largement nouvelles, et connaissent peu de précédents susceptibles d'alimenter la réflexion et l'action des contemporains.

4 . Depuis les années 1960, on assiste à un important renouveau des études en histoire de l'éducation.

La première raison de ce phénomène tient à une focalisation de l'intérêt des historiens universitaires vers l'histoire de l'éducation : en 1982, 10 % des chercheurs universitaires

en histoire s'intéressent, au moins partiellement, à l'éducation (6).

Ce regain d'intérêt tient d'abord à la position carrefour qu'occupe ce domaine d'étude dans plusieurs des problématiques historiennes dominantes, récentes ou actuelles. Telle la problématique de la production / reproduction sociale. Schématiquement, on peut dire que, jusque dans les années 1950, la perception de ce problème est surtout économique, voire économiste : l'existence des classes sociales est perçue et analysée comme dépendant essentiellement de la possession, de l'acquisition ou de la perte d'un capital économique : biens fonciers, capitaux, rentes, salaires sont au cœur de l'analyse sociale. Depuis les années 1960 s'est produit un sensible glissement des perspectives. Si l'analyse socio-économique reste vivace, on s'attache de plus en plus à étudier la constitution et la possession d'autres formes de capital : capital culturel, capital symbolique, donc, capital scolaire. Notons que si, dans les décennies précédentes, l'analyse historique s'inspirait plutôt des économistes, c'est vers les sociologues que, dans cette nouvelle perspective, elle se tourne préférentiellement : au premier rang d'entre eux, on pourrait citer Bourdieu et ses disciples (7).

Une autre problématique majeure - qui ne se ramène que partiellement à la précédente - est celle des processus de domination sociale. En schématisant encore, on peut dire que, jusque dans les années 1960, ces processus de domination ont été envisagés au travers de l'histoire politique, et particulièrement des organisations : partis, syndicats et autres mouvements sociaux institutionnalisés. Depuis cette époque - 1968 marquant, peut-être, une coupure - l'étude des formes institutionnelles de domination sociale a été relativisée, l'accent étant mis davantage sur les processus de domination - ou, au contraire, de résistance - idéologiques et culturels : encore une fois, l'école et, plus largement, l'éducation, se trouvent donc sur la trajectoire des préoccupations nouvelles. Notons aussi que l'interface disciplinaire a, en même temps, changé. De la politologie, il est passé à la sociologie - il faudrait citer, à nouveau, l'école de Bourdieu - et, surtout, à la philosophie, avec les nombreux disciples de Michel Foucault, qui ont appliqué à l'école ou à la famille, les schémas d'analyse que Foucault lui-même avait utilisés pour l'asile, et la prison (8).

On pourrait évoquer bien d'autres exemples de la position éminente, ou stratégique,

6) Le *Répertoire des historiens français pour la période moderne et contemporaine* (Paris, CNRS, 1983, 358 p.), recense 1267 chercheurs appartenant exclusivement au Supérieur et à la Recherche. Parmi eux, 124 apparaissent dans la rubrique « Histoire de l'éducation ». En incluant les non-universitaires et les étrangers, le répertoire des chercheurs en histoire de l'éducation que publie *Histoire de l'éducation* en a recensé, pour sa part, 372.

7) Cf. la place tenue par l'éducation, et l'histoire de l'éducation, dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*.

8) Dès 1975, en rédigeant *L'Enseignement. 1. L'école primaire* (Paris, Recherches n. 23, juin 1976), consacré à l'histoire de l'enseignement mutuel, Anne Querrien note qu'elle a été « complètement opprimée par la pensée de Foucault » qui lui imposait de « rendre une copie la plus conforme possible à ce qui en était attendu », à savoir « utiliser les bons concepts : normalisation, inscription, territoire » pour s'engager dans « la voie de la dénonciation, la voie de la désignation de l'école à la vindicte populaire » (pp. 112-113). D'autres historiens continueront à « faire du Foucault » pendant longtemps encore, en critiquant l'école comme entreprise de normalisation. Il est à noter que ce courant a reçu, pendant dix ans, une puissante orchestration de l'hebdomadaire politique et culturel préféré du milieu enseignant : *Le Nouvel Observateur*, ce qui constitue un phénomène de masochisme professionnel extrêmement intéressant à analyser. Sur le retournement complet que connaît, depuis quelques mois, l'opinion dominante envers l'école, voir *infra*.

qu'occupent aujourd'hui les phénomènes éducatifs dans les préoccupations des historiens. Ainsi, l'historien de l'économie est conduit à étudier la formation des dirigeants d'entreprises, celle des ingénieurs et cadres, aussi bien que la formation professionnelle des ouvriers ou la diffusion des sciences et des techniques. L'historien du social étudie les différentes composantes du corps enseignant dans leur recrutement, leurs organisations, leurs idéologies. S'inspirant des travaux des ethnologues, l'historien des mentalités s'intéresse à la sociabilisation des jeunes, à l'éducation du corps, aux rapports entre l'écrit et l'oral dans les différentes cultures, autant de phénomènes qui constituent, à part entière, l'objet de l'histoire de l'éducation, extraite de son cadre strictement scolaire.

On aura remarqué, incidemment, l'influence qu'ont exercée, sur notre discipline, ces disciplines voisines que sont la sociologie, l'ethnologie et, dans une moindre mesure, la philosophie ou l'économie. Objet d'étude par excellence multifacettes, le phénomène éducatif a bénéficié de l'engouement pour l'interdisciplinarité qui a caractérisé la recherche universitaire depuis vingt ans ; discipline attrape-tout, l'histoire s'est trouvée être privilégiée par ce mouvement d'intérêt : là réside l'une des raisons de son renouveau.

Une deuxième explication au renouveau récent de l'histoire de l'éducation réside dans l'activité d'une espèce en voie d'apparition : les spécialistes des sciences de l'éducation. Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que, malgré le rôle éminent joué par la France dans ce domaine à la fin du XIXe siècle - il suffirait de citer les noms de Durkheim ou de Binet - les sciences de l'éducation sont restées longtemps sous-développées dans l'enseignement, notamment dans l'enseignement supérieur : les futurs professeurs de l'enseignement secondaire n'ont eu et n'ont encore aucune formation pédagogique, en vertu de l'axiome : «la pédagogie, c'est bon pour les primaires». Mais dans les écoles normales d'instituteurs elles-mêmes, les enseignants de psycho-pédagogie sont, depuis le début de ce siècle, des philosophes qui ont souvent de grandes réticences à utiliser ou à enseigner le résultat des recherches conduites par les psychologues de l'enfant ou les sociologues de l'éducation : en reprenant la formule que Marc Bloch attribuait à Seignobos, on peut dire que pour eux, s'il est très utile de poser des questions, il est très dangereux d'y répondre, sauf à faire preuve d'un «scientisme» et d'un «positivisme» répréhensibles (9).

Ce contexte, très défavorable, a été un peu modifié en 1967, année où les premières UER (Unités d'enseignement et de recherche) de sciences de l'éducation ont été créées en France : il en existe aujourd'hui une douzaine, qui comptent 150 enseignants et environ 4000 étudiants, dont 500 en thèse de 3e cycle (10). Or, une proportion non négligeable de

9) Cf *La Philosophie dans le mouvoir*, Paris, Solin, 1979 et *L'Empire du sociologue*, Paris, La Découverte, 1984, ouvrages rédigés, majoritairement, par des professeurs de philosophie en école normale.

10) L. Marmoz : «Note sur les études en sciences de l'éducation». *Revue française de pédagogie*, janvier 1983, pp. 105-107.

ces thèses ont des sujets historiques : sur 380 thèses de sciences de l'éducation soutenues dans les années 1981-1982, 46, soit 12 %, traitent d'un sujet d'histoire. Même si beaucoup de ces étudiants de 3e cycle sont étrangers (africains, principalement) et travaillent surtout sur l'histoire de leur pays (c'est le cas d'environ un tiers des thèses à sujet historique), il n'en reste pas moins que, globalement, l'histoire de l'éducation a reçu, depuis quinze ans, un appoint notable de ce secteur d'enseignement et de recherche.

Une seconde catégorie professionnelle est venue renforcer la recherche en histoire de l'éducation : celle que constituent les professeurs de l'enseignement secondaire. De tous temps, certains de ces professeurs ont fait de la recherche, mais le phénomène semble plus massif depuis une douzaine d'années. Cela tient, d'abord, à la conjoncture démographique universitaire : comme dans beaucoup de pays, l'université et le CNRS ont de moins en moins recruté depuis le début des années 1970. Or, en France, le même concours - l'agrégation - autorisait pratiquement l'accès, dans les années précédentes, aux enseignements secondaire et supérieur. C'est ce dernier que visaient en fait beaucoup d'agrégés, qui se trouvèrent, à partir de 1970, et contrairement à leurs espérances, coupés des métiers de la recherche. «Chercheurs contrariés», nombre d'entre eux veulent prendre du recul par rapport à l'exercice de leur métier, en tentant d'en écrire l'histoire.

Cette tendance a été renforcée par la détérioration de l'exercice du métier, pour des raisons qui sont les mêmes en France que dans les pays similaires : changement des caractéristiques socio-culturelles de la population scolarisée, existence d'une culture jeune possédant ses propres valeurs, etc. Qu'enseigner, comment l'enseigner, et, plus profondément, même, qu'est-ce qu'une matière d'enseignement et que doivent devenir les curricula ? Une partie de la réponse à ces questions est cherchée, par les enseignants eux-mêmes, soit dans le passé de la discipline qu'ils enseignent soit, plus globalement, dans celui du système scolaire auquel ils appartiennent : tout ceci explique un regain, mesurable et significatif, de l'intérêt globalement porté par les enseignants du second degré à l'histoire de l'enseignement.

Le même constat pourrait être fait, et pour des raisons assez voisines, concernant l'intérêt croissant qu'éprouvent, pour l'histoire de l'éducation, des formateurs de maîtres de l'enseignement primaire (Professeurs d'école normale, Inspecteurs départementaux de l'Éducation nationale), voire les instituteurs eux-mêmes : c'est, notamment, sous l'impulsion de ces derniers que se sont créés plusieurs des musées de l'éducation, locaux ou régionaux, qui existent actuellement en France.

L'évolution de la recherche en histoire de l'éducation dépend donc de deux facteurs. D'une part, de la conjoncture scientifique, intellectuelle et idéologique qui caractérise les sciences humaines en général, et l'histoire en particulier ; d'autre part, de la composition

socio-professionnelle de ce qu'il est convenu d'appeler - sans doute à tort, vue son hétérogénéité - la «communauté scientifique». Reste à voir quelles conséquences ont eues ces deux facteurs sur l'évolution récente de la recherche et, notamment, sur l'évolution de ses thèmes de prédilection.

II) L'évolution des thèmes de recherche.

Pour percevoir l'évolution des thèmes, nous avons examiné un échantillon de 1364 titres d'ouvrages et d'articles parus de 1954 à 1962, et consacrés à l'histoire de l'enseignement (11).

Les tableaux II à V synthétisent les principales évolutions observées.

En ce qui concerne les *périodes* étudiées (cf. tableau II), on constate, globalement, une prépondérance de l'époque contemporaine, nettement plus accentuée, pour l'histoire de l'enseignement, que pour l'historiographie générale : en 1982, 44 % de l'ensemble des titres relevés dans la *BAHF* concernent les XIXe et XXe siècles, contre 56 % pour la seule histoire de l'enseignement. L'époque moderne ne suit qu'à bonne distance (28 % contre 33 % pour l'ensemble de la production historique), puis le Moyen Age (12 % contre 18 %). Dans cette surreprésentation de l'époque contemporaine, il est difficile de distinguer ce qui revient à la nature même du sujet (l'enseignement primaire de masse, par exemple, est un phénomène relativement récent) ou à l'intérêt spécifique de certaines catégories de chercheurs (par exemple, les enseignants du secondaire, qui peuvent trouver un intérêt pratique plus évident dans l'histoire récente de l'enseignement). Quoi qu'il en soit, depuis trente ans, on note peu d'évolution : les XIXe-XXe siècles accentuent leur prééminence, mais le phénomène est dû, pour partie, à la célébration du centenaire des lois Ferry, en 1980-1982.

11) Ces titres sont l'ensemble de ceux qu'a recensés la *BAHF* au cours des années 1953, 1954, 1955, 1956, 1962, 1963, 1964, 1971, 1972, 1979, 1980 et 1982, dans la rubrique «histoire de l'enseignement». Nous avons regroupé ces années en deux grandes périodes, 1953-1964 et 1971-1982, afin de pouvoir dégager des évolutions significatives. Il va de soi que la méthode utilisée n'est pas suffisamment précise pour donner autre chose que des présomptions - assez vraisemblables, quand même - d'évolution. Pour ne citer que quelques biais évidents, évoquons l'absence de pondération des références, les comptages ne distinguant pas une note de 10 pages et une thèse de 500 pages ; le caractère peu explicite de certains titres ; la polyvalence de beaucoup d'ouvrages, etc.

TABLEAU II : Évolution des périodes historiques étudiées

	Moyen Age	XVIe-XVIIIe s.	Révolution	XIXe-XXe s.	Longue durée	TOTAL
1953 - 1964 (a)	15 %	27 %	2,5 %	50 %	5,5 %	100
1971 - 1982 (b)	12 %	28 %	2 %	56 %	2 %	100

Notes :

(a) Titres relevés en 1953 - 1956 et 1962 - 1964, dans la *B.A.H.F.*

(b) Titres relevés en 1971, 1972, 1979, 1980 et 1982, dans la *B.A.H.F.*

L'évolution des *domaines d'étude* présente des traits plus accusés (cf. tableau III). Le type d'étude le plus fréquent est l'histoire institutionnelle par niveau (rubriques 1 à 4), qui réserve un sort très différent à chacun de ces niveaux. Le technique est presque sacrifié, aujourd'hui (0,9 %) plus encore qu'hier (3,5 %) : encore la plupart des études recensées portent-elles sur quelques grandes écoles techniques, plus que sur la masse de l'enseignement moyen et inférieur. Les enseignements supérieur (24 %) et secondaire (19,4 %) sont au contraire privilégiés : les historiens de l'enseignement ont massivement tendance, en fait, à étudier ce qu'ils connaissent déjà, puisqu'il s'agit des filières qu'ils ont eux-mêmes suivies. L'un et l'autre niveaux déclinent, cependant, à la fois au profit du primaire et des études «tous niveaux». La raison de ces variations doit être cherchée, en grande partie, dans l'évolution des approches qu'indique le tableau IV, c'est-à-dire, d'une part, dans un déclin des monographies d'établissement, qui portaient plus massivement sur les lycées et les universités et, d'autre part, dans la multiplication des études scientifiquement plus ambitieuses, qui cherchent à analyser le système éducatif dans l'interaction de ses niveaux, sans se circonscrire à un seul d'entre eux.

Moins d'un cinquième des études portent sur les aspects non strictement institutionnels de l'histoire de l'enseignement. On peut néanmoins percevoir, parmi eux, quelques évolutions intéressantes. L'histoire des idées pédagogiques décline, mais légèrement. Elle reste une valeur sûre chez les psychopédagogues et les littéraires (car Rabelais, Montaigne et Rousseau sont les auteurs sur lesquels portent, de loin, la majorité des études publiées).

TABLEAU III : Évolution des domaines d'étude en histoire de l'enseignement.

	1953 - 1964		1971 - 1982		Évolution
	N	%	N	%	
1. Enseignement primaire	101	18,8	199	24	+ 5,2
2. Enseignement technique	19	3,5	14	0,9	- 2,6
3. Enseignement secondaire	138	25,6	161	19,4	- 6,2
4. Enseignement supérieur	160	29,7	199	24	- 5,7
5. Tous niveaux	15	2,7	68	8,2	+ 5,5
6. Idées pédagogiques	62	11,5	73	8,8	- 2,7
7. Politiques d'éducation	13	2,4	41	4,9	+ 2,5
8. Alphabétisation	0	0	16	1,9	+ 1,9
9. Enseignement de catégories particulières	5	0,9	42	5	+ 4,1
10. Divers	22	4,1	16	1,9	- 2,2
TOTAL	535	100	829	100	0

L'étude des politiques d'éducation (rubrique 7) connaît une faveur qui peut être mise en parallèle avec celle de la rubrique 5 (études générales) car elle traduit, comme elle, une vision plus globale des problèmes d'enseignement, davantage situés dans leur contexte politique et socio-économique. Enfin, deux domaines d'étude ont connu une vive progression depuis trente ans. L'histoire de l'alphabétisation, d'abord, qui est, comme on le sait, l'une des principales conquêtes de l'historiographie de ces dernières années. Ensuite, l'étude de ce que nous avons appelé «l'enseignement de catégories particulières», en entendant par là des groupes minoritaires tels que les filles, les idiots, les sourds, les ouvriers ou les Catalans... La forte croissance de ce domaine d'étude nous semble traduire une tendance intéressante. Elle exprime, en effet, d'une part, la maturité d'une discipline qui, ayant débroussaillé l'histoire de l'enseignement commun ou général, se tourne vers des secteurs plus pointus ou plus marginaux. D'autre part, et surtout, elle traduit la remise en question de la valeur universelle accordée, auparavant, à l'enseignement et à l'idéologie scolaire. Toute une fraction de la classe intellectuelle partage ce qui a été, en France, depuis le début des années 1970, l'opinion dominante (12) : on a dénoncé les moules en exaltant les différences, en même

12) Cf. note 8.

temps qu'on condamnait les ghettos, au nom de l'égalité ; dans les deux cas, on a été conduit à accorder une attention croissante à l'histoire de l'enseignement des minorités de toutes sortes. A cet égard, il faudrait mettre en exergue le dynamisme tout particulier des recherches consacrées à l'enseignement des filles, qui s'explique aussi par l'évolution de la démographie étudiante : la très forte féminisation des 3e cycles littéraires a constitué un terrain propice pour le développement de ce type d'études.

Les domaines que nous venons d'évoquer peuvent faire l'objet d'approches diverses, dont l'évolution est résumée dans le tableau IV.

TABLEAU IV : Évolution des approches (a)

	1953 - 1964		1971 - 1982		Évolution
	N	%	N	%	
1. Monographies	249	57,5	256	40	- 17,5
2. Études régionales	8	2	39	6	+ 4
3. Prosopographie Professeurs (b)	24	5,5	38	6	+ 0,5
4. Prosopographie Élèves	13	3	20	3	=
5. Études générales	29	6,5	53	8,5	+ 2
6. Sociologie corps enseignant	13	3	37	6	+ 3
7. Sociologie du recrutement	12	3	38	6	+ 3
8. Contenus d'enseignement	47	11	82	13	+ 2
9. Fonctions sociales de l'enseignement	0	0	17	3	+ 3
10. Divers	38	8,5	61	9,5	+ 1
TOTAL	433	100	641	100	0

Notes :

(a) Pour les 5 premiers domaines d'étude du tableau III.

(b) Dans la *B.A.H.F.*, biographies et nécrologies de professeurs constituent, en outre, une rubrique à part, non comptée ici.

Le phénomène le plus remarquable concerne la forte diminution du genre monographique au cours des trente dernières années (- 17,5 %). Certes, ce genre est relativement hétérogène, puisqu'il peut recouvrir aussi bien une notice purement commémorative sur une

école de quartier, qu'une grosse thèse d'histoire sociale consacrée à une université ou à une grande école (pour ne prendre que deux cas extrêmes). Mais en fait, la grande majorité des monographies appartiennent plutôt au premier genre : il s'agit d'une littérature traduisant un patriotisme d'établissement, principalement secondaire (cf le tableau V), mais aussi supérieur et primaire.

Tableau V : Proportion des monographies, par domaine d'étude

	Primaire	Secondaire	Supérieur	Moyenne
1953 - 1964	50 %	82 %	52 %	63 %
1971 - 1982	42 %	56 %	37 %	45 %

Le déclin du genre peut donc signifier à la fois un affaiblissement de ce patriotisme d'établissement (que l'on pourrait mettre en relation avec la massification récente de l'enseignement : ce sont en effet le secondaire (- 26 %), puis le supérieur (- 18 %) qui sont le plus touchés), et l'affaiblissement d'une certaine tradition savante, d'esprit localiste, au profit de formes plus universitaires de recherche et de production historiques. On relèvera, en revanche, le triplement des études *régionales*, se situant dans un cadre départemental : ainsi, de 1976 à 1980, au moins huit thèses de 3e cycle ont été consacrées à l'enseignement primaire dans le cadre d'un département.

Loin derrière la monographie, un autre genre connaît une stagnation : la biographie de professeur ou la tranche de vie étudiante (rubriques 3 et 4). Il est vrai que ce type d'études est sous-estimé dans la *BAHF*, ce qui rend le constat incertain. Mais il paraît clair que ces biographies individuelles, qui ont constitué un genre longtemps florissant (particulièrement dans l'historiographie de l'enseignement supérieur (13)) est en déclin au regard du doublement des études d'histoire sociale concernant le corps enseignant et les populations étudiantes (rubriques 6 et 7). Cette évolution est confirmée par celle de la rubrique 9 (fonctions sociales de l'enseignement) qui, quasi inexistante en 1953 - 1964 passe à 3 % du total en 1971 - 1982 (et même à 6 % en 1979 - 1982). Au total, la part de l'histoire sociale de l'enseignement a au moins triplé depuis trente ans. Cette montée en puissance est au demeurant, bien connue, mais il est intéressant d'avoir pu la quantifier, même approximativement, et d'avoir pu la situer dans une évolution globale de la discipline.

 13) Rendant compte de la *Bibliographie de l'histoire des universités françaises des origines à la Révolution* de S. Guenée, W. Frijhoff notait que 40 % des références consacrées à l'Université de Paris concernaient les maîtres en théologie !

Il convient, enfin, d'accorder une attention particulière à l'importance des études consacrées aux contenus de l'enseignement (rubrique 8). Celles-ci représentent une proportion relativement faible de l'ensemble (de 11 à 13 %), venant bien après les analyses institutionnelle, prosopographique et sociale. Cette faiblesse traduit une véritable lacune de la recherche française, au moins au regard des historiographies américaine, anglaise ou allemande. A cet état de fait, une raison de fond peut être invoquée : la coupure des sciences de l'éducation françaises avec le monde enseignant, coupure qui constitue une originalité - aberration serait plutôt le mot juste - française. Car, comme l'a montré J.C. Forquin pour le cas anglais (14) c'est la demande pressante des enseignants en exercice, confrontés à la profonde remise en cause des contenus disciplinaires et des curricula, qui a stimulé, dans ce pays, la sociologie des disciplines et, en partie par contrecoup, leur histoire.

Rien de tel en France, au moins jusqu'à une date récente : si l'on constate actuellement un vif mouvement d'intérêt chez les enseignants, cet intérêt ne trouve pas vraiment de support universitaire approprié, beaucoup des études menées manquant aussi bien d'une problématique réfléchie, que des bases documentaires nécessaires, au vrai malaisées à maîtriser (15). Par ailleurs, il est instructif d'observer quelles sont les disciplines dont l'histoire est préférentiellement étudiée, et d'en chercher les raisons (16).

La discipline dont la dimension historique a été le plus fréquemment étudiée au cours de ces dernières années est l'éducation physique et sportive (EPS). De 1976 à 1980, 28 ouvrages et thèses, 65 articles lui ont été consacrés. Cette primauté, qui peut étonner à première vue, s'explique pourtant par des raisons intellectuelles aussi bien que sociales. Intellectuelles : comme il a été dit, le corps et son éducation se sont trouvés au centre d'interrogations privilégiées de la part des philosophes, des ethnologues, des sociologues, etc.. Sociales : discipline faible et sans prestige dans la hiérarchie scolaire (les mathématiques sont au sommet, le chant, le dessin et l'EPS, tout en bas), l'EPS a pu chercher une sorte de légitimité dans la mise en évidence de son propre passé (et même si, comme c'est parfois le cas, l'idéologie qui anime ses historiens, comme les conclusions auxquelles ils aboutissent, sont caractérisées par l'esprit de dénégation qui a longtemps été dans l'air du temps (cf note 8).

Au second rang viennent les disciplines littéraires : l'histoire-géographie, dont l'histoire s'est vue consacrer, en cinq ans, 16 ouvrages et 38 articles ; la langue et la littéra-

14) J.C. FORQUIN : « La « nouvelle sociologie de l'éducation » en Grande-Bretagne : orientations, apports théoriques, évolution (1970-1980) » *Revue française de pédagogie*, avril 1983, pp. 61-79.

15) Le Service d'histoire de l'éducation de l'INRP élabore, depuis quelques années, des instruments de travail et de recherche permettant de pallier, entre autres, cette lacune.

16) Pour ce faire, nous analyserons ici la *Bibliographie d'histoire de l'éducation française*, qui paraît chaque année dans *Histoire de l'éducation*, sous la direction de M. Sonnet. Le nombre des références qu'elle contient est de beaucoup supérieur à celui de la *BAHF*, dans sa rubrique « Enseignement » : 1400 environ, contre c. 200. Mais la *BHEF* relève aussi des titres dont une partie du contenu seulement concerne l'éducation et l'enseignement.

ture françaises (9 et 41), la philosophie (6 et 30). Ce qui est en jeu ici, c'est moins un objectif de légitimation que la volonté de comprendre le décalage qui s'est instauré entre la théorie de ces disciplines scolaires et les conditions concrètes de leur enseignement. Le malaise, voire le désarroi qu'éprouvent, globalement, les enseignants littéraires les conduisent nécessairement à situer leur discipline dans une perspective historique. Mais ils le font de deux manières.

Un historicisme spontané conduit les uns à moduler la formule : «le niveau baisse». Développée, mais peu argumentée, cette formule a fourni la matière à de très violents pamphlets qui ont marqué l'actualité éditoriale française en ce début d'année 1984. En quelques semaines, près d'une dizaine d'ouvrages ont paru (*L'enseignement en détresse*, *Le Massacre des innocents*, *Voulez-vous vraiment des enfants idiots*, etc !) qui, par delà certaines différences, possèdent deux points communs. D'abord, que tous leurs auteurs sont des littéraires (au sens large), qui parlent, avant tout, pour cette famille de disciplines, même s'ils pensent parler de l'enseignement en général. Ensuite, que la dimension rétrospective y est toujours présente, non sur le mode historique, mais sur celui de la nostalgie et de l'affectivité : jadis, disent-ils tous, à leur manière, on savait l'orthographe, on enseignait des savoirs, il n'y avait pas d'échec scolaire, etc...

Les remèdes proposés coulent donc de source : il suffit de revenir aux valeurs et aux méthodes du passé, comme si le système éducatif n'avait connu, depuis trente ans, d'autres bouleversements que pédagogiques. Cette attitude intellectuelle doit inciter les historiens de l'éducation à la prudence et à la modestie devant la «demande sociale» que semble lui adresser le corps enseignant, du fait des incertitudes de l'heure : cette demande ne se soucie pas nécessairement de savoirs certifiés, et peut même considérer l'historien, avec ses prudences et ses exigences, comme un gêneur : les préjugés, eux aussi, aident à vivre...

D'autres enseignants cherchent, en revanche, à comprendre, voire à écrire eux-mêmes, l'histoire de leur discipline. On évoquera, à cet égard, l'intérêt pour l'histoire qui se manifeste au sein d'importantes associations ou organisations comme l'Association française des enseignants de français (AFEF), le Groupe de recherches sur l'enseignement philosophique (GREPH) ou l'Association des professeurs d'histoire/géographie (APHG), dont les publications consacrent une place non négligeable à l'histoire de chacune de ces disciplines.

Face à cela, l'histoire de l'enseignement des disciplines scientifiques apparaît comme très en retard. En cinq ans, on ne dénombre la parution que de cinq ouvrages et 27 articles pour l'ensemble de ces disciplines (mathématiques, physique, chimie et sciences naturelles). A cette faiblesse, on peut donner plusieurs raisons : les scientifiques sont méthodologiquement mal armés pour faire l'histoire de leur discipline (alors que les historiens, par insuffisance de formation scientifique, ne peuvent guère songer à la faire) ; globalement, l'histoire des

sciences est un domaine traditionnellement faible en France (malgré quelques brillantes exceptions) ; mais surtout, les disciplines scientifiques ne semblent pas menacées, dans leur existence ou leur raison d'être, comme les disciplines littéraires : ses enseignants n'ont donc pas les mêmes raisons que les littéraires de scruter le passé de leur discipline, ou même d'avoir une simple opinion à son sujet !

III/ Les supports éditoriaux de l'histoire de l'éducation.

La typologie des supports éditoriaux de l'histoire de l'éducation fournit un bon indice de ce qui constitue notre principale préoccupation dans la présente étude : la pesée globale de l'offre et de la demande sociales de connaissances en histoire de l'éducation. Pour faire cette pesée, nous avons analysé la production de la *Bibliographie d'histoire de l'éducation française* pour l'année 1980. Celle-ci comprend 1 402 titres, répartis en 10 rubriques. Nous avons analysé cinq de ces rubriques (retenues en fonction de leur homogénéité relativement forte) regroupant 784 titres (17).

Le tableau VI fournit les principales données de cette analyse. Nous bornerons notre commentaire à trois remarques.

Les revues qui publient des articles intéressant l'histoire de l'éducation sont d'une très grande variété. Pour l'ensemble des cinq domaines analysés, les revues d'histoire ne publient au total que 37 % des articles, le reste se répartissant entre les revues destinées aux pédagogues et aux enseignants de toutes disciplines (18 %), les revues scientifiques appartenant aux différentes sciences sociales (23 %) et les revues de culture et d'information générales (12 %). Une première conclusion s'impose donc : l'histoire de l'éducation est une *activité transversale* à de nombreux secteurs de l'activité scientifique et intellectuelle, transversalité qui est elle-même, très largement, le reflet de la dimension éducative que possèdent de nombreux phénomènes de la vie sociale.

Selon les différents thèmes d'étude, l'importance relative des supports éditoriaux varie. Ainsi, les revues historiques sont le support privilégié des études portant sur l'histoire institutionnelle, mais aussi sur l'éducation extra-scolaire, alors qu'elles s'intéressent très peu, dans l'ensemble, à l'histoire des idées pédagogiques. Plus dans le détail, on remarquera, par

17) Les 5 rubriques du tableau VI reprennent, respectivement, les rubriques 1 (Idées et doctrines, biographies de pédagogues), 5 (administration de l'éducation, histoire des établissements et des institutions), 3 (domaines de l'éducation, contenus, disciplines), 9 (sociologie du recrutement, formations professionnelles) et 2 (petite enfance, éducation familiale, mouvements de jeunesse, éducation des filles) de la *BHEF* de 1980 (*Histoire de l'éducation*, août 1983).

TABLEAU VI : Les publications en histoire de l'éducation en 1980
Analyse par type de publication et par thème

	Idées pédagogiques	Institutions	Contenus	Fonctions sociales	Éducation extra scolaire	TOTAL
I/ ARTICLES						
<i>A/ Revues d'histoire</i>						
nationales	2	13	8	5	20	48
régionales	0	2	2	2	7	13
locales	2	54	15	1	22	94
Total	4 (13%)	69 (53%)	25 (25%)	8 (22%)	49 (42%)	155 (37%)
<i>B/ Revues d'éducation</i>						
Pédagogie, sciences de l'éducation	8	6	5	2	6	27
Revue corporatives et de spécialistes	5	11	23	3	6	48
Total	13 (42%)	17 (13%)	28 (28%)	5 (14%)	12 (10%)	75 (18%)
<i>C/ Revues de sciences sociales</i>						
Sociologie	0	4	2	6	3	15
Droit, sciences politiques	0	3	3	5	3	14
Ethnologie	0	1	3	0	4	8
Littérature, linguistique	3	0	9	1	5	18
Théologie, études religieuses	2	7	5	1	8	23
Sciences, histoire des sciences, médecine	0	3	0	1	7	11
Beaux-arts	0	1	1	1	4	7
Total	5 (16%)	19 (15%)	23 (23%)	15 (42%)	34 (29%)	96 (23%)
<i>D/ Revues générales</i>						
Journaux d'information	1	5	3	1	4	14
Culture générale, politique	5	7	8	3	14	37
Total	6 (19%)	12 (9%)	11 (11%)	4 (11%)	18 (15%)	51 (12%)
<i>E/ Divers</i>	3 (9%)	13 (10%)	12 (12%)	4 (11%)	5 (4%)	37 (9%)
TOTAL revues françaises	31 (100)	130 (100)	99 (100)	36 (100)	118 (100)	414 (100)
<i>F/ Revues étrangères</i> (toutes catégories)						
	14	25	16	8	20	83
TOTAL	45	155	115	44	138	497
II/ OUVRAGES ET THESES						
<i>A/ Ouvrages français</i>						
Ouvrages étrangers	14	11	14	9	11	59
Total	39	53	40	30	66	228
<i>B/ Thèses (État, 3e cycle) françaises</i>						
Ph. D.	0	3	5	0	5	13
Total	4	20	11	9	15	59

exemple, que les revues de sociologie s'intéressent plus aux fonctions sociales de l'enseignement (6 articles sur 15) que les revues de théologie (1 sur 23), ce qui n'est pas vraiment une surprise, mais aussi que les revues de culture générale (3 sur 37), ce qui est plus inattendu, et traduit peut-être le décalage existant entre une certaine perception savante de l'école, et sa perception commune. Mais, globalement, il faut souligner qu'aucun type de revue n'a vraiment de monopole dans un domaine d'étude quelconque, ce qui veut dire que l'enseignement et l'éducation sont aujourd'hui assez généralement perçus comme des phénomènes sociaux multifacettes, passibles d'approches variées.

Il convient enfin de souligner l'importance des *publications étrangères* (18). Globalement, cette contribution est considérable, puisque 83 articles recensés sur 497 sont publiés dans des revues étrangères, soit 17 % du total. Pour les ouvrages, la proportion est encore plus forte : 59 sur 228, soit 26 %. Pour les thèses, elle est de 13 sur 59, soit 22 %. Globalement, au moins un cinquième des études consacrées à l'histoire de l'éducation française sont donc publiées à l'étranger. Les États-Unis arrivent assez nettement en tête, publiant 17 % des articles, 37 % des livres et 77 % des thèses étrangères recensées (19). Viennent ensuite, à bonne distance, l'Angleterre et le Canada, puis l'Italie, la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse, les autres pays, y compris l'Espagne, ayant une production faible ou nulle.

On peut également noter que la production étrangère se concentre préférentiellement sur certains domaines. Telle l'histoire des idées pédagogiques qui, traditionnellement, revêt un caractère transnational, les «grands pédagogues» (français ou autres) appartenant - ou semblant appartenir - à un patrimoine commun. Telle, encore, l'étude des fonctions sociales de l'enseignement, notamment du système universités - grandes écoles, qui suscite tout particulièrement l'intérêt des chercheurs anglo-saxons.

*

L'histoire de l'éducation est aujourd'hui, en France, un secteur de recherche transversal, qui reçoit des impulsions de plusieurs disciplines voisines. C'est aussi un domaine où l'historien a une petite chance de rencontrer quelque chose qui ressemble à cette fameuse «demande sociale de connaissances» qui constitue l'horizon, un peu mythique, des chercheurs en sciences humaines, depuis quelques années. Sans doute l'un et l'autre faits ne sont-ils pas dénués d'effets pervers, telles la précipitation, la redondance et l'infradisciplinarité,

18) Même si des historiens étrangers peuvent publier en France, et inversement, on peut considérer que les *publications étrangères* constituent un bon indicateur de la *production* étrangère en histoire de l'éducation.

19) Mais concernant les thèses, le pourcentage est manifestement surestimé, du fait de la bien meilleure diffusion internationale des données concernant les Ph. D., par rapport à leurs équivalents des autres pays.

qui peuvent caractériser une partie de la production. Il n'en reste pas moins que, du fait de cette double conjoncture, scientifique et éducative, l'histoire de l'éducation vient de connaître l'une des périodes les plus fécondes de son histoire. Rien n'indique encore que la fin de cette période soit proche. Mais il est vrai que les historiens ne savent prévoir que le passé....

Pierre CASPARD
Service d'histoire de l'éducation
I N R P - Paris

BIBLIOGRAPHIE

I/ Bilans généraux :

CASPARD (Pierre) : «La recherche en histoire de l'éducation : résultats d'une enquête». *Histoire de l'éducation*, n. 2-3, avril 1979, pp. 5-17.

CASPARD (Pierre), CAPLAT (Guy) : Postface à *l'Histoire générale de l'éducation et de l'enseignement en France*. Paris, Nouvelle librairie de France, 1981, t. IV, pp. 665-676. Cette *Histoire*, en quatre volumes et 2 500 pages illustrées, concrétise parfaitement les tendances nouvelles analysées dans la présente bibliographie.

HARRIGAN (Patrick J.) : «Historians and Compilers joined : The Historiography of the 1970s and French Enquêtes of the Nineteenth Century» in : *The Making of Frenchmen. Current Directions in the History of Education in France, 1679-1979*. Ed. by D.N. Baker and P.J. Harrigan. Waterloo, Historical Reflexions Press, 1980, pp. 3-21.

HORDÉ (Tristan) : «Le Service d'histoire de l'éducation». *Le Français aujourd'hui*, mars 1983, pp. 95-100.

JULIA (Dominique) : «Les Sources de l'histoire de l'éducation et leur exploitation». *Revue française de pédagogie*, avril 1974, pp. 22-36.

JULIA (Dominique) : «Histoire de l'éducation» et «Alphabétisation» in *Dictionnaire des sciences historiques* sous la dir. de A. Burguière, Paris, PUF, 1984 (à paraître).

KARADY (Victor) : «Das Studium der Geschichte der Erziehung und der Pädagogik in Frankreich (Ein Ueberblick)». in *Die historische Pädagogik in Europa und den USA*. Hsg. von M. Heinemann, Stuttgart, Klett-Cotta, 1979, pp. 61-83.

LUC (Jean-Noël) : «L'Histoire de l'éducation : un renouveau». *L'École et la vie*, mai 1981, pp. 16-29.

MAYEUR (Françoise) : «Recent Views on the History of Education in France» *European History Quarterly* (Londres), vol. 14, 1984, pp. 93-102.

OSTENC (Michel) : «Histoire de l'éducation en France». *Société A. Binet et Th. Simon*, n. 594, 1983, pp. 155-183.

II/ Quelques bilans par thèmes :

VERGER (Jacques) : «Tendances actuelles de la recherche sur l'histoire de l'éducation en France au Moyen Age (XIIe - XVe siècles)». *Histoire de l'éducation*, avril 1980, pp. 9-33.

JULIA (Dominique) : «Les Recherches sur l'histoire de l'éducation en France au Siècle des Lumières». *Histoire de l'éducation*, déc. 1978, pp. 17-38.

CRUBELLIER (Maurice) : «Où en est l'histoire de l'école primaire ?» *Histoire de l'éducation*, avril 1982, pp. 1-23 ; «L'Histoire en crise d'une école en crise», *ibid*, avril 1983, pp.29-48.

SPIVAK (Marcel) : «Quelques aperçus de la recherche en histoire de l'éducation physique et des sports en France». *Histoire de l'éducation*, avril 1981, pp. 1-19.